Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen
Association des entreprises électriques suisses
Associazione delle aziende elettriche svizzere

Office fédéral de l'énergie
3003 Berne

Par voie électronique:
verordnungsrevisionen@bfe.admin.ch

9 décembre 2025

Jacqueline Kalberer, ligne directe +41 62 825 25 64, jacqueline.kalberer@strom.ch

Prise de position concernant les modifications d'ordonnances dans le domaine de l'Office fédéral de l'énergie, qui entreront en vigueur le 1er juillet 2026

Mesdames et Messieurs,

L'Association des entreprises électriques suisses (AES) vous remercie de la possibilité qui lui est donnée de prendre position sur la révision des ordonnances dans le domaine de l'énergie. Les modifications proposées constituent une étape importante vers une intégration des énergies renouvelables plus proche du marché et plus favorable à l'ensemble du système. Cela n'est possible que si les instruments de promotion récompensent la flexibilité et empêchent l'injection en période d'excédent, c'est-à-dire lorsque les prix sont négatifs. Une rémunération basée sur les prix du marché est judicieuse sur le plan économique, car elle crée les incitations souhaitées en matière d'investissement et de production, ne fausse pas la concurrence et augmente l'efficacité de l'ensemble du système.

Les signaux du marché doivent aussi atteindre les petites installations

L'AES salue expressément l'injection d'électricité provenant d'installations photovoltaïques (PV) plus proche du marché. En particulier pour les installations d'une puissance installée supérieure à 150 kW, les modifications de l'ordonnance conduisent à une injection en faveur du système et renforcent l'intégration au marché. Malheureusement, cela ne s'applique pas dans la même mesure aux petites installations, qui bénéficient d'une rétribution minimale fixe. En cas de prix de marché négatifs, les petites installations ont encore trop peu d'incitations à réduire leur injection dans le réseau selon le projet d'ordonnance actuel — elles ne sont pas suffisamment exposées aux signaux du marché. Il est urgent d'apporter des modifications à cet égard, comme expliqué ci-dessous.

Pas de différence en cas de prix négatifs sur le marché

Le Conseil fédéral a la compétence de définir une dérogation à la rétribution minimale pour les périodes où les prix du marché sont négatifs. Il doit impérativement faire usage de cette nouvelle compétence afin que les petites installations soient elles aussi davantage incitées à produire et à injecter de l'électricité dans le réseau de manière à favoriser le marché et l'ensemble du système. Il convient de veiller à ce que les

installations bénéficiant d'une rétribution minimale ne perçoivent pas de différence en cas de prix négatifs sur le marché et ne soient donc pas incitées à continuer à injecter de l'électricité. Par conséquent, les prix négatifs ne devraient plus être pris en compte dans le prix de marché de référence.

Accent sur la production hivernale

Étant donné que la rétribution minimale vise à garantir la rentabilité des petites installations, mais réduit en même temps les incitations pour avoir une production aussi proche que possible du marché, elle devrait au moins être conçue de manière à récompenser principalement la production pendant la saison hivernale. Cela encouragerait une production et une injection en faveur du marché et du système global, même en cas de sensibilité réduite du marché.

Un organisme central pour remplacer les pertes réglementées

De plus,il est important que les conditions-cadres n'entraînent pas de pertes réglementées pour les entreprises d'approvisionnement en énergie (EAE). En ce qui concerne l'art. 15 LEne, l'AES exige que la rétribution minimale ne cause pas de pertes aux EAE. Avec le développement des énergies renouvelables, le financement par l'approvisionnement de base n'est plus possible, car les quantités injectées dépassent la demande de l'approvisionnement de base en environ 1000 heures et l'électricité excédentaire doit souvent être vendue à perte sur le marché. Un organisme central est donc nécessaire pour l'électricité suisse issue des énergies renouvelables.

En parallèle, l'AES salue les améliorations prévues en rapport avec l'art. 15 LEne ainsi que la prise en compte prévue du prix de référence du marché dans l'approvisionnement de base lors de l'achat d'électricité et des garanties d'origine, car elles réduisent les pertes des EAE.

D'un point de vue systémique, il serait également souhaitable d'abaisser le seuil de l'obligation de reprise et de rétribution. La faisabilité d'un seuil de 100 kW est démontrée par les installations RPC en commercialisation directe, qui vendent déjà leur électricité avec succès sur le marché.

Publication du numéro de points de mesure pour de meilleures prévisions

Afin d'améliorer l'intégration des énergies renouvelables dans le système, il est également nécessaire de disposer d'une meilleure base de données pour les prévisions de production PV. Afin que les fournisseurs (fournisseurs de l'approvisionnement de base) obtiennent des données aussi précises que possible sur les installations décentralisées dans leur zone de desserte (telles que l'emplacement, l'orientation, la puissance, la surface, avec ou sans consommation propre, avec ou sans stockage), Pronovo — qui dispose de ces données sur toutes les installations PV et les met à disposition — doit également être autorisée à publier le numéro des points de mesure des installations PV. C'est la seule façon de faciliter la consultation des données techniques relatives aux installations photovoltaïques dans leur zone de desserte pour les fournisseurs. Cela nécessite une modification d'ordonnance, qui devrait entrer en vigueur en même temps que les modifications actuelles du règlement, à partir du 1er juillet 2026.

Pour que l'injection d'énergies renouvelables soit proche du marché et utile à l'ensemble du système, il faut à l'avenir que toutes les installations puissent être facilement contrôlées, que ce soit par le propriétaire de l'installation lui-même, par le gestionnaire du réseau de distribution ou, pour la commercialisation de la

flexibilité de l'installation photovoltaïque, également par un prestataire de services. Les grandes installations sont déjà contrôlables aujourd'hui pour des raisons techniques et commerciales.

En résumé, l'AES soutient expressément l'orientation proposée pour les modifications de l'ordonnance, car elles améliorent l'intégration des énergies renouvelables sur le marché tout en augmentant l'efficacité économique. L'AES salue également la période transitoire prévue, car elle permet aux EAE une mise en œuvre flexible tout en tenant compte des différentes situations de départ (systèmes et processus existants). La prise en compte des modifications proposées par l'AES est toutefois essentielle pour atteindre les objectifs fixés. Les modifications détaillées proposées par l'AES pour les différentes ordonnances figurent dans les synopsis correspondants, qui font partie intégrante de la prise de position et sont joints à celle-ci.

L'AES soutient également la prise de position de swissnuclear concernant la modification de l'ordonnance sur l'énergie nucléaire.

Nous vous remercions de tenir compte de notre prise de position et restons à votre disposition pour toute précision.

Meilleures salutations,
AES

Michael Frank
Directeur

Nadine Brauchli
Responsable du département Énergie

Annexe: VSE_Synopse_Verordnungsaenderungen-Energie-Juli-2026

Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen
Association des entreprises électriques suisses
Associazione delle aziende elettriche svizzere

Synopse der Verordnungsänderungen im Bereich des Bundesamts für Energie (BFE) mit Inkrafttreten am 1. Juli 2026

Änderungsanträge des Verbands Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen (VSE)

Energieverordnung

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
Art. 4b Pflichten	***Art. 4b Abs. 4 Bst. b Ziff. 3 und 4bis***		
1 Produzenten von Brenn- und Treibstoffen müssen die Produktionsanlage in der Datenbank der Vollzugsstelle registrieren und die Menge der produzierten Brenn- und Treibstoffe mittels Herkunftsnachweis bei der Vollzugsstelle erfassen lassen.			
2 Importeure von Brenn- und Treibstoffen müssen die ausländische Produktionsanlage in der Datenbank der Vollzugsstelle registrieren und die Menge der importierten Brenn- und Treibstoffe mittels Herkunftsnachweis bei der Vollzugsstelle erfassen lassen.			
3 Importeure von massenbilanzierten Brenn- und Treibstoffen müssen die Produktionsanlagen nicht registrieren.			
4 Von den Pflichten nach den Absätzen 1 und 2 ausgenommen sind:	4 Von den Pflichten nach den Absätzen 1 und 2 ausgenommen sind:		
a. Produzenten, die pro Kalenderjahr weniger als 20 Kilogramm erneuerbaren Brennstoff oder nicht erneuerbaren Wasserstoff, der nicht als Treibstoff verwendet wird, produzieren;			
b. Importeure, die:	b. Importeure, die:		
1. Treibstoffe als Betriebsmittel im Fahrzeugtank oder in einem Reservekanister importieren,			
2. Wasserstoff in Brennstoffzellenfahrzeugen als Betriebsmittel im Fahrzeugtank importieren,			
3. für die importierten Brenn- und Treibstoffe über einen ausländischen Herkunftsnachweis verfügen.	3. für die importierten Brenn- und Treibstoffe über einen ausländischen Herkunftsnachweis oder ein anderes ausländisches Zertifikat verfügen.		Wir befürworten, dass bei Importen von Brenn- und Treibstoffen zusätzlich zu ausländischen HKN auch gleichwertige ausländische Zertifikate anerkannt werden. Allerdings sind beim Import von erneuerbaren Treibstoffen in der Praxis Probleme mit dem Zollgesetz aufgetreten. Nach Art. 19 des Zollgesetzes muss nachgewiesen werden, ob die Rohstoffe bei der Produktion erneuerbar sind. Begrünung der Produktion mittels anerkannten Biomethan-HKN oder Zertifikaten gelten
	4bis Importeure von Brenn- oder Treibstoffen, die über ausländische Herkunftsnachweise oder andere ausländische Zertifikate verfügen, müssen diese bei der Vollzugsstelle erfassen lassen.		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
			nicht, und der Treibstoff kann nicht als erneuerbares Produkt eingeführt werden. Wenn die Zertifikate, welche dem physisch importierten Produkt zugehören, den Anforderungen der Verordnung des UVEK über den Herkunftsnachweis für Brenn- und Treibstoffe (VHBT) entsprechen, sollte der begrünte Treibstoff auch vom Zoll als grün angesehen werden und in Pronovo als grüner Treibstoff hinterlegt werden können. Dieses Problem soll, sofern möglich, über diese Vernehmlassung gelöst werden.
Art. 4c Entwertung 1 Einen Herkunftsnachweis hat zu entwerten oder von einem beauftragten Dritten entwerten zu lassen, wer: a. den ökologischen Mehrwert eines zugrundeliegenden Brenn- oder Treibstoffs an Endverbraucherinnen oder Endverbraucher oder an eine Tankstelle abgibt; b. die Menge des zugrundeliegenden gasförmige Brenn- oder Treibstoffs an Endverbraucherinnen oder Endverbraucher oder einer Tankstelle abgibt und nicht ins schweizerische Gasnetz einspeist; oder c. die Menge des zugrundeliegenden Brenn- oder Treibstoffs: 1. selber verbraucht, 2. in einen anderen Energieträger umwandelt, oder 3. ins Ausland exportiert, sofern der schweizerische Herkunftsnachweis im Ausland nicht anerkannt ist. 2 Einen Herkunftsnachweis hat zudem zu entwerten oder von einem beauftragten Dritten entwerten zu lassen, wer ihn als Nachweis für die Nutzung von Brenn- oder Treibstoffen einsetzt:	***Art. 4c Abs. 1 Bst. abis und b, 3 sowie 4*** 1 Einen Herkunftsnachweis hat zu entwerten oder von einem beauftragten Dritten entwerten zu lassen, wer: a^{bis}. zugrundeliegenden Wasserstoff an Endverbraucherinnen oder Endverbraucher oder eine Tankstelle abgibt; b. die Menge des zugrundeliegenden Biogases oder des zugrundeliegenden Methans aus anderen erneuerbaren Energieträgern an Endverbraucherinnen oder Endverbraucher oder einer Tankstelle abgibt und nicht ins schweizerische Gasnetz einspeist; oder		Wir unterstützen die Konkretisierung, dass der physische Fluss von Wasserstoff vom HKN entkoppelt werden kann, wenn das Gas nicht ins Netz eingespeist wird. Basierend auf den Änderungen in Art. 4c Abs 1a^{bis} EnV ist jedoch im Sinne der Konsistenz eine Anpassung in Art. 8 Abs. 1d VHBT zusätzlich vorzunehmen. Im erläuternden Bericht zur Änderung der EnV Art. Art. 4c Abs. 1 Bst. a^{bis} und b, 3 sowie 4 (S. 2-3) wird explizit spezifiziert, dass HKN und das physische Produkt auch getrennt gehandelt werden können, auch wenn die Moleküle nicht in das Gasnetz eingespeist werden. Es wird nicht spezifiziert, dass dies nicht für ausländische HKN gelten soll. Somit sollte Art. 8 Abs. 1 d gestrichen werden und in der EnV ergänzt werden, dass eine Trennung zwischen HKN und physischem Produkt sowohl für inländische als auch für ausländische HKN gilt.

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
a. im Rahmen der CO2-vermindernden Faktoren bei Neuwagenflotten durch den Verbrauch von erneuerbaren synthetischen Treibstoffen nach Artikel 11 a des CO2-Gesetzes vom 23. Dezember 2011; b. im Rahmen der Kompensationspflicht nach Artikel 28b des CO2-Gesetzes; oder c. im Rahmen der Pflicht zur Bereitstellung und zur Beimischung von emissionsarmen, erneuerbaren und erneuerbaren synthetischen Treibstoffen nach Artikel 28f des CO2- Gesetzes.			
3 Die Entwertung muss jeweils bis Ende eines Quartals vorgenommen werden.	3 Die Entwertung muss jeweils vorgenommen werden: a. für erneuerbares Gas zur Verwendung als Treibstoff: bis Ende eines Quartals; b. für die anderen Brenn- und Treibstoffe: bis Ende Februar des Folgejahres.		
4 Wer einen Herkunftsnachweis, der auf der Basis ausländischer Zertifikate für erneuerbarer Gase ausgestellt worden ist, im freiwilligen Wärmemarkt einsetzt, muss ihn innerhalb eines Jahres entwerten.	4 Aufgehoben		
Art. 12 Vergütung	***Art. 12 Vergütung***		
1 Können sich Produzentin oder Produzent und Netzbetreiber nicht einigen, so richtet sich die Vergütung nach den Kosten des Netzbetreibers für den Bezug gleichwertiger Elektrizität bei Dritten sowie den Gestehungskosten der eigenen Produktionsanlagen; die Kosten für allfällige Herkunftsnachweise werden nicht berücksichtigt. Die Gleichwertigkeit bezieht sich auf die technischen Eigenschaften der Elektrizität, insbesondere auf die Energiemenge und das Leistungsprofil sowie auf die Steuer- und Prognostizierbarkeit.	1 Der Marktpreis für die Vergütung für Elektrizität entspricht dem Preis am Spotmarkt im Day- Ahead-Handel für das Marktgebiet Schweiz.		
2 Bei der Vergütung für Elektrizität aus fossil und teilweise fossil befeuerten Wärme-Kraft- Kopplungsanlagen ergibt sich der Marktpreis aus den Stundenpreisen am	2 Der für die Ermittlung des Differenzbetrags nach Artikel 15 Absatz 1bis EnG massgebende Referenz-Marktpreis entspricht dem vierteljährlich gemittelten Referenz-Marktpreis nach Artikel 15 Absatz 1 der Energieförderungsverordnung vom 1. November 2017. 3 Für Elektrizitätserzeugungsanlagen, deren Installation nicht der Bewilligungspflicht nach Artikel 6 der Niederspannungs-Installationsverordnung vom 7. November 2001 unterliegen und die nicht mit einem intelligenten Messsystem nach Artikel 8adecies StromVV		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
Spotmarkt im Day- ahead-Handel für das Marktgebiet Schweiz. 3 Für Elektrizitätserzeugungsanlagen, deren Installation nicht der Bewilligungspflicht nach Artikel 6 der Niederspannungs-Installationsverordnung vom 7. November 2001 unterliegen und die nicht mit einem intelligenten Messsystem nach Artikel 8a StromVV ausgestattet sind, kann der Netzbetreiber abweichend von Artikel 11 und den Absätzen 1 und 2 eine angemessene jährliche Pauschale für die Vergütung der eingespeisten Elektrizität vorsehen.	ausgestattet sind, kann der Netzbetreiber abweichend von Artikel 11, 12a und den Absätzen 1 und 2 eine angemessene jährliche Pauschale für die Vergütung der eingespeisten Elektrizität vorsehen.		
	Art. 12a Minimalvergütungen ***Bisheriger Art. 12 Abs. 1bis***	(neu) 2 Für Elektrizität, die zu Zeiten mit negativen Marktpreisen abgenommen wird, beträgt der Differenzbetrag null. (neu) 3 Die Auszahlung des Differenzbetrags erfolgt an die Partei, welche zum Publikationszeitpunkt des Referenzmarktpreises gemäss Art. 12 EnFV Eigentümer der Anlage ist.	Der Bundesrat soll von der im Gesetz vorgesehenen Möglichkeit Gebrauch machen, eine abweichende Regelung für Zeiten mit negativen Preisen vorzusehen. Mit Einführung einer Negativpreisregelung erhalten Produzenten keinen marktverzerrenden Anreiz, bei negativen Marktpreisen einzuspeisen, wenn die Summe aus (negativem) Marktpreis und Differenzbetrag positiv ist. Bei einer Handänderung innerhalb einer Abrechnungsperiode kann die spotmarktbasierte Energievergütung problemlos berechnet werden, nicht aber der Differenzbetrag, da dieser erst nachträglich bekannt ist. Mit dieser pragmatischen Regelung wird der Abrechnungsprozess vereinfacht.

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
Art. 31 Auszahlungsplan 1 Übersteigen die eingereichten Gesuche die verfügbaren Mittel, so erstellt das BAFU einen Auszahlungsplan. 2 Für die Reihenfolge der Auszahlungen ist der Zeitpunkt der Einreichung des Gesuchs bei der kantonalen Behörde massgebend.	***Art. 31 Prioritätenordnung*** 1 Übersteigen die eingereichten Gesuche die verfügbaren Mittel, so erstellt das BAFU eine Prioritätenordnung. 2 Für die Reihenfolge der Auszahlungen ist der Zeitpunkt der Einreichung des Gesuchs bei der kantonalen Behörde massgebend. Prioritär behandelt werden Gesuche, die: a. eine Entschädigung von bereits angefallenen Planungskosten betreffen; oder b. Mehrkosten von bereits zugesicherten Massnahmen betreffen.	1 Übersteigen die eingereichten Gesuche die verfügbaren Mittel, so erstellt das BAFU <u>entsprechend der Vollständigkeit und Qualität der Gesuche</u> eine Prioritätenordnung.	Sind Gesuche innerhalb dieser Priorisierung gleichzeitig eingereicht worden, entscheidet gemäss «Erläuterndem Bericht zur Revision vom Mai 2026 der Energieverordnung» das BAFU nach sachgerechten Kriterien. «Dies ist insbesondere die wirtschaftliche Zumutbarkeit für den Kraftwerksinhaber, die bereits angefallenen Kosten weiter vorzufinanzieren. Dabei wird beurteilt, ob der betreffende Betrag im Hinblick auf die finanzielle Liquidität des Kraftwerkinhabers oder der Kraftwerkinhaberin unter Berücksichtigung seiner bzw. ihrer Grösse und/oder Rechtsform eine grössere oder geringere Belastung darstellt.» Diese Benachteiligung wirtschaftlich potenterer Kraftwerksinhaber entspricht nicht dem Anspruch von sachgerechten Kriterien; vielmehr müsste die Vollständigkeit oder die Qualität der Gesuche bei der Priorisierung entscheidend sein.
	Art. 80c Übergangsbestimmung zur Änderung vom xx. Monat 2026 Für bestehende Anlagen, die noch nicht mit einem intelligenten Messsystem nach Artikel 8adecies StromVV ausgestattet sind, richtet sich die Vergütung nach Artikel 12 Absatz 1 in der Fassung vom 1. Januar 2026, längstens jedoch bis zum 31. Dezember 2027.	(neu) <u>Verteilnetzbetreiber, die das Vergütungsmodell noch nicht umsetzen können, dürfen die Vergütung nach Art. 12 Abs. 1 in der Fassung vom 1. Januar 2026 anwenden, längstens jedoch bis zum 31. Dezember 2027.</u>	Nicht nur das Fehlen eines intelligenten Messsystems kann die Anwendung des neuen Vergütungsmodells verhindern, sondern auch die anspruchsvolle Umsetzung. Einerseits betrifft dies die Umsetzung in den Verrechnungssystemen, andererseits auch die Entscheidungsprozesse in den politischen Gremien auf Ebene der Eigentümer. Verteilnetzbetreibern sollte es daher bis Ende 2027 erlaubt sein, nach dem alten Modell zu vergüten, wenn sie nachweisen können, dass die Umsetzung nicht per 1. Juli 2026 möglich ist.
Art. 69*a*[106] Räumliche Übersicht der Elektrizitätsproduktionsanlagen 1 Die Vollzugsstelle dokumentiert gemäss den Vorgaben des BFE sämtliche registrierten Elektrizitätsproduktionsanlagen in Form von Geodaten und stellt die Geodaten dem BFE zu.			Um eine möglichst genaue Prognose machen zu können, müssen Lieferanten die **Technischen Daten der PV-Anlagen** (wie Standort, Ausrichtung, Leistung, Fläche, mit oder ohne Eigenverbrauch sowie mit oder ohne Speicher (Heimspeicher, V2G)) **für die Anlagen in ihren Gebieten kennen.**

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
2 Das BFE erstellt und publiziert eine Gesamtsicht, die insbesondere folgende Angaben zu den einzelnen Elektrizitätsproduktionsanlagen enthält: a. Standort; b. Technologie; c. Anlagenkategorie; d. Leistung; e. Inbetriebnahmedatum; f.[107]Angabe, ob die Anlage im nationalen Interesse ist oder nicht. 3 Wird eine Elektrizitätsproduktionsanlage erweitert, so enthält die Gesamtsicht zudem die Angaben zu Anlagenkategorie, Leistung und Inbetriebnahmedatum der Erweiterung. 4 Bei Photovoltaikanlagen publiziert das BFE zudem Angaben zur Ausrichtung und Neigung der Module, soweit diese Angaben bei der Vollzugsstelle vorhanden sind.	2 Das BFE erstellt und publiziert eine Gesamtsicht, die insbesondere folgende Angaben zu den einzelnen Elektrizitätsproduktionsanlagen enthält: a. Standort und Messpunkt; b. Technologie; c. Anlagenkategorie; d. Leistung; e. Inbetriebnahmedatum; f.[107]Angabe, ob die Anlage im nationalen Interesse ist oder nicht.		**Damit die Lieferanten einfachen Zugang zu den Daten erhalten, ist es notwendig, dass P**ronovo, welche über die technischen Daten aller Analgen verfügt auch deren Messpunktnummer veröffentlichen darf. Mit der Veröffentlichung der Angaben zum Messpunkt, wird es für Lieferanten möglich, die technischen Daten zusammen mit der ihnen vom VNB bereitgestellten Zuordnung der Anlagen zum Lieferanten zu verknüpfen und so für ihre Prognose zu verwenden.

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
gestützt auf das Energiegesetz vom 30. September 2016 (EnG), auf Artikel 38 des Chemikaliengesetzes vom 15. Dezember 2000 und auf die Artikel 39 Absatz 1 und 40 des Umweltschutzgesetzes vom 7. Oktober 1983, in Ausführung des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 1995 über die technischen Handelshemmnisse,	***Ingress*** gestützt auf das Energiegesetz vom 30. September 2016 (EnG), auf Artikel 38 des Chemikaliengesetzes vom 15. Dezember 2000 und auf die Artikel 35i, 39 Absatz 1 und 40 des Umweltschutzgesetzes vom 7. Oktober 1983, in Ausführung des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 1995 über die technischen Handelshemmnisse,		
Art. 1 Zweck und Geltungsbereich 1 Mit dieser Verordnung soll der Energieverbrauch serienmässig hergestellter Anlagen, Fahrzeuge und Geräte reduziert und deren Energieeffizienz gesteigert werden. 2 Sie gilt für serienmässig hergestellte Anlagen, Fahrzeuge und Geräte sowie deren serienmässig hergestellte Bestandteile, die in erheblichem Ausmass Energie verbrauchen und in der Schweiz in Verkehr gebracht oder abgegeben werden.	***Art. 1 Abs. 1*** 1 Mit dieser Verordnung soll der Energieverbrauch serienmässig hergestellter Anlagen, Fahrzeuge und Geräte reduziert und deren Energie- und Ressourceneffizienz gesteigert werden.		
Art. 3 Allgemeine Voraussetzungen Die in den Anhängen 1.1–3.2 aufgeführten, serienmässig hergestellten Anlagen und Geräte sowie deren serienmässig hergestellte Bestandteile (Anlagen und Geräte) dürfen nur in Verkehr gebracht und abgegeben werden, wenn sie: a. die Mindestanforderungen an den spezifischen Energieverbrauch, an die Energieeffizienz und an die energieverbrauchsrelevanten Eigenschaften erfüllen; b. das energietechnische Prüfverfahren (Konformitätsbewertungsverfahren) durchlaufen haben; und c. mit den Angaben zum spezifischen Energieverbrauch, zur Energieeffizienz	***Art. 3 Allgemeine Voraussetzungen*** Die in den Anhängen 1.1–2.15 aufgeführten, serienmässig hergestellten Anlagen und Geräte sowie deren serienmässig hergestellte Bestandteile (Anlagen und Geräte) dürfen nur in Verkehr gebracht und abgegeben werden, wenn sie: a. die Mindestanforderungen an den spezifischen Energieverbrauch, an die Energie- und Ressourceneffizienz und an die energieverbrauchsrelevanten Eigenschaften erfüllen; b. das Konformitätsbewertungsverfahren durchlaufen haben; und c. mit den Angaben zum spezifischen Energieverbrauch, zur Energie- und Ressour-		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
und zu den energieverbrauchsrelevanten Eigenschaften gekennzeichnet sind.	ceneffizienz sowie zu den energieverbrauchsrelevanten Eigenschaften gekennzeichnet sind.		
Art. 4 Mindestanforderungen 1 Die Mindestanforderungen an den spezifischen Energieverbrauch, an die Energieeffizienz und an die energieverbrauchsrelevanten Eigenschaften von Anlagen und Geräten sind in den Anhängen 1.1–2.14 festgelegt. 2 Die Mindestanforderungen gelten auch für Anlagen und Geräte, die für den gewerblichen Eigengebrauch beschafft werden.	***Art. 4 Abs. 1*** 1 Die Mindestanforderungen an den spezifischen Energieverbrauch, an die Energie- und Ressourceneffizienz sowie an die energieverbrauchsrelevanten Eigenschaften von Anlagen und Geräten sind in den Anhängen 1.1–2.15 festgelegt.		
Art. 5 Konformitätsbewertungsverfahren 1 Der spezifische Energieverbrauch, die Energieeffizienz sowie die energieverbrauchsrelevanten Eigenschaften von Anlagen und Geräten werden durch ein Konformitätsbewertungsverfahren ermittelt; die Einzelheiten sind in den Anhängen 1.1–3.2 geregelt. 2 Das Konformitätsbewertungsverfahren ist nach einem der in Artikel 8 Ziffer 2 der Richtlinie 2009/125/EG vorgesehenen Verfahren durchzuführen.	***Art. 5 Abs. 1*** 1 Der spezifische Energieverbrauch, die Energie- und Ressourceneffizienz sowie die energieverbrauchsrelevanten Eigenschaften von Anlagen und Geräten werden durch ein Konformitätsbewertungsverfahren ermittelt; die Einzelheiten sind in den Anhängen 1.1–2.15 geregelt.		
Art. 6 Kennzeichnung 1 Wer die in den Anhängen 1.1–1.22, 3.1 und 3.2 aufgeführten Anlagen und Geräte in Verkehr bringt oder abgibt, muss sie mit der Energieetikette kennzeichnen. 2 Die Energieetikette muss in einheitlicher und vergleichbarer Form Auskunft geben über den Verbrauch an Energie und an anderen Ressourcen sowie über den Nutzen bei den massgebenden Betriebsarten; die Einzelheiten sind in den Anhängen nach Absatz 1 geregelt. 3 Wer Anlagen und Geräte nach Absatz 1 in Verkehr bringt oder abgibt, muss dafür sorgen, dass die Energieetikette:	***Art. 6 Abs. 1*** 1 Wer die in den Anhängen 1.1–1.23 aufgeführten Anlagen und Geräte in Verkehr bringt oder abgibt, muss sie mit der Energieetikette kennzeichnen.		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
a. an den Ausstellungsexemplaren und in den Unterlagen, die mit diesen mitgeliefert werden, erscheint; b. in den Verkaufsunterlagen, namentlich in Prospekten und im Werbematerial, und in der verkaufsbezogenen Werbung gut lesbar abgebildet ist. 4 In den Verkaufsunterlagen nach Absatz 3 Buchstabe b kann alternativ die Energieeffizienzklasse in Weiss auf einem Pfeil dargestellt werden, der die gleiche Form und Farbe hat wie die entsprechende Energieeffizienzklasse auf der Energieetikette; es ist die gleiche Schriftgrösse wie für die Preisangabe zu verwenden.			
Art. 7 Konformitätserklärung 1 Wer Anlagen und Geräte in Verkehr bringt oder abgibt, muss mit einer Konformitätserklärung bestätigen können, dass diese den in den Anhängen 1.1–3.2 festgelegten Anforderungen entsprechen. 2 Die Konformitätserklärung muss in einer schweizerischen Amtssprache oder in Englisch abgefasst sein und folgende Angaben enthalten: a. den Namen und die Adresse des Herstellers oder seines in der Schweiz niedergelassenen Vertreters; b. eine Beschreibung der Anlage oder des Gerätes; c. eine Erklärung, dass die Anlage oder das Gerät die Anforderungen dieser Verordnung erfüllt; d. die Fundstelle der technischen Normen oder andere Spezifikationen, mit denen die Anlage oder das Gerät übereinstimmt und aufgrund deren die Konformität mit den Anforderungen dieser Verordnung erklärt werden; e. den Namen und die Adresse der Person, welche die Konformitätserklärung für den Hersteller oder seinen in der	***Art. 7 Abs. 1*** 1 Wer Anlagen und Geräte in Verkehr bringt oder abgibt, muss mit einer Konformitätserklärung bestätigen können, dass diese den in den Anhängen 1.1–2.15 festgelegten Anforderungen entsprechen.		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
Schweiz niedergelassenen Vertreter unterzeichnet. 3 Fällt eine Anlage oder ein Gerät unter mehrere Regelungen, die eine Konformitätserklärung verlangen, so kann eine einzige Konformitätserklärung ausgestellt werden. 4 Die Konformitätserklärung muss während zehn Jahren seit der Herstellung der Anlage oder des Gerätes vorgelegt werden können. Die Frist beginnt mit der Herstellung des letzten Exemplars einer Serie zu laufen.			
Art. 8 Technische Unterlagen 1 Wer Anlagen und Geräte in Verkehr bringt oder abgibt, muss mittels technischer Unterlagen belegen können, dass die in den Anhängen 1.1–3.2 festgelegten Anforderungen erfüllt sind. 2 Die technischen Unterlagen müssen in einer schweizerischen Amtssprache oder in Englisch abgefasst sein und insbesondere folgende Angaben enthalten: a. alle Angaben, die für die eindeutige Identifizierung der Anlage oder des Gerätes erforderlich sind; b. eine allgemeine Beschreibung der Anlage oder des Gerätes und dessen vorgesehene Verwendung; c. Angaben über die wichtigsten Merkmale des Modells, insbesondere über Aspekte, die für den Energieverbrauch des Modells von besonderer Bedeutung sind wie Abmessungen, Inhalte und Besonderheiten, und gegebenenfalls Zeichnungen des Modells; d. die Gebrauchsanleitung; e. eine Liste der ganz oder teilweise angewandten Normen sowie eine Beschreibung der zur Erfüllung der grundlegenden Anforderungen gewählten Lösung, soweit die bezeichneten Normen nicht angewandt wurden;	***Art. 8 Abs. 1*** 1 Wer Anlagen und Geräte in Verkehr bringt oder abgibt, muss mittels technischer Unterlagen belegen können, dass die in den Anhängen 1.1–2.15 festgelegten Anforderungen erfüllt sind.		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
f. die Ergebnisse der Messungen und Berechnungen, die innerhalb des Konformitätsbewertungsverfahrens gemacht wurden; g. die Prüfberichte des Herstellers oder die durch eine Prüfstelle erstellten Prüfberichte. 3 Die technischen Unterlagen können in einer anderen Sprache abgefasst sein, sofern die zu ihrer Beurteilung erforderlichen Auskünfte in einer schweizerischen Amtssprache oder in Englisch erteilt werden.			
Art. 14 Kontrolle und Massnahmen 1 Das BFE kontrolliert auf geeignete Weise und in angemessenem Umfang, ob die in Verkehr gebrachten oder abgegebenen serienmässig hergestellten Anlagen, Fahrzeuge und Geräte sowie deren serienmässig hergestellte Bestandteile den Vorschriften dieser Verordnung entsprechen. Es führt zu diesem Zweck Stichproben durch und verfolgt begründete Hinweise, wonach Vorschriften dieser Verordnung nicht eingehalten werden. 2 Es kann im Rahmen der Kontrolltätigkeit insbesondere: a. von den Herstellern, Importeuren und Händlern den Zugang zu den Unterlagen und Informationen verlangen, die für die Kontrolle erforderlich sind; b. die Grundstücke, Gebäude, Betriebe, Räume, Anlagen und sonstige Infrastrukturen während der üblichen Arbeitszeit betreten; c. für Anlagen und Geräte eine energietechnische Überprüfung (Konformitätsüberprüfung) anordnen; die Hersteller, Importeure und Händler haben dem BFE die dazu erforderlichen Anlagen und Geräte unentgeltlich zur Verfügung zu stellen.	***Art. 14 Abs. 2 Bst. c, 2bis, 3 Einleitungsteil und 5*** 2 Es kann im Rahmen der Kontrolltätigkeit insbesondere: c. für Anlagen und Geräte eine Konformitätsüberprüfung anordnen; die Hersteller, Importeure und Händler haben dem BFE die dazu erforderlichen Anlagen und Geräte unentgeltlich zur Verfügung zu stellen. 2bis Es kann vom Bundesamt für Zoll und Grenzsicherheit verlangen, ihm Auskünfte		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
3 Ergibt die Kontrolle, dass Vorschriften dieser Verordnung verletzt sind, so verfügt das BFE die geeigneten Massnahmen. Es kann insbesondere: a. das Inverkehrbringen und das Abgeben einer Anlage, eines Fahrzeugs oder eines Gerätes oder eines Bestandteils davon verbieten; b. die Behebung der Verletzung, den Rückruf, die Beschlagnahme und die Einziehung einer Anlage, eines Fahrzeugs oder eines Gerätes oder eines Bestandteils davon verfügen; c. die von ihm getroffenen Massnahmen veröffentlichen. 4 Ergibt die Kontrolle, dass die Anlagen oder Geräte den Anforderungen dieser Verordnung nicht entsprechen, so trägt die Person, die diese in Verkehr gebracht oder abgegeben hat, die im Rahmen der Kontrolle entstandenen Kosten.	über den Import von Anlagen und Geräten während eines bestimmten Zeitraums zu erteilen. 3 Ergibt die Kontrolle, dass Vorschriften dieser Verordnung verletzt sind, so ordnet das BFE die geeigneten Massnahmen an. Es kann insbesondere: 5 Soweit Vorschriften dieser Verordnung die Ressourceneffizienz betreffen, ist das Bundesamt für Umwelt für die Kontrolle und Anordnung von Massnahmen zuständig.		
Art. 2 Ausnahmekatalog gemäss Artikel 16a Absatz 2 Buchstabe e THG Vom Grundsatz nach Artikel 16a Absatz 1 THG ausgenommen sind: c. die folgenden übrigen Produkte: 1. … 2. Eisenbahninfrastruktur und Eisenbahnfahrzeuge, die nicht den schweizerischen sicherheitsrelevanten Produktevorschriften gemäss folgenden Erlassen entsprechen: – Eisenbahngesetz vom 20. Dezember 1957 – Eisenbahnverordnung vom 23. November 1983 – Ausführungsbestimmungen vom 22. Mai 2006 zur Eisenbahnverordnung, 6. Revision – Elektrizitätsgesetz vom 24. Juni 1902	Die Verordnung vom 19. Mai 2010 über das Inverkehrbringen von Produkten nach ausländischen Vorschriften wird wie folgt geändert: Art. 2 Bst. c Ziff. 5 Einleitungssatz und zehnter Strich Vom Grundsatz nach Artikel 16a Absatz 1 THG ausgenommen sind: c. die folgenden übrigen Produkte:		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
– Verordnung vom 5. Dezember 1994 über elektrische Anlagen von Bahnen – Ausführungsbestimmungen zu den in dieser Ziffer genannten Erlassen, 3. … 4. dem Edelmetallkontrollgesetz vom 20. Juni 1933 unterstellte Waren, welche die Vorschriften betreffend Feingehalte und betreffend die Bezeichnung, Kennzeichnung und materielle Zusammensetzung nach den Artikeln 1–3 und 5–21 des Edelmetallkontrollgesetzes nicht erfüllen, 5. die folgenden Geräte, welche die technischen Vorschriften gemäss den Artikeln 3–8 sowie den Anhängen 1.3, 1.15, 1.16, 1.18, 1.21, 2.14, 2.15 und 3.2 der Energieeffizienzverordnung vom 1. November 2017 nicht einhalten: – … – netzbetriebene Haushaltswäschetrockner – bei Warmwasserbereitern und Warmwasserspeichern: elektrische konventionelle Warmwasserbereiter mit einem Speichervolumen von ≥ 150 Litern und Warmwasserspeicher mit einem Speichervolumen von ≤ 500 Litern – bei Raumheizgeräten und Kombiheizgeräten: elektrische Raumheizgeräte und elektrische Kombiheizgeräte – bei Einzelraumheizgeräten: elektrische Einzelraumheizgeräte – bei netzbetriebenen Kühlgeräten mit Direktverkaufsfunktion: Getränkekühler mit Direktverkaufsfunktion, vertikale und kombinierte Kühlschränke für Supermärkte sowie vertikale und kombinierte Gefrierschränke für Supermärkte – … – netzbetriebene gewerbliche Kochfelder, offene Gratinier- oder Warmhalte-Öfen mit starker Oberhitze (Salamander) und Fritteusen – netzbetriebene gewerbliche Geschirrspüler – netzbetriebene Haushaltskaffeemaschinen,	5. die folgenden Geräte, welche die technischen Vorschriften gemäss den Artikeln 3–8 sowie den Anhängen 1.3, 1.15, 1.16, 1.18, 1.21, 2.14 und 2.15 der Energieeffizienzverordnung vom 1. November 2017 nicht einhalten: - Aufgehoben		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
	Anhang 1.3 ***(Art. 4 Abs. 1, 5 Abs. 1, 6 Abs. 1, 7 Abs. 1, 8 Abs. 1)***		
Anforderungen an die Energieeffizienz und an das Inverkehrbringen und Abgeben netzbetriebener Haushaltswäschetrockner	**Anforderungen an die Energieeffizienz und an das Inverkehrbringen und Abgeben netzbetriebener Haushaltswäschetrockner**		
1 Geltungsbereich			
1.1 Dieser Anhang gilt für netzbetriebene Haushaltswäschetrockner nach Artikel 1 Absätze 1 und 3 der Verordnung (EU) 2023/2533.	***Ziff. 1.1 Fussnote*** 1.1 Dieser Anhang gilt für netzbetriebene Haushaltswäschetrockner nach Artikel 1 Absätze 1 und 3 der Verordnung (EU) 2023/2533.		
1.2 Ausgenommen sind die Geräte nach Artikel 1 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2023/2533.			
1.3 Es gelten die Begriffsbestimmungen nach Artikel 2 und Anhang I der Verordnung (EU) 2023/2533.			
3 Konformitätsbewertungsverfahren	***Ziff. 3.1***		
3.1 Im Rahmen der Konformitätsbewertung werden die Eigenschaften der Haushaltswäschetrockner nach Ziffer 1 anhand der Vorgaben und Methoden nach den Anhängen II, III und VI der Verordnung (EU) 2023/2533 und den Anhängen II, IV und X der Delegierten Verordnung (EU) 2023/2534 gemessen und berechnet; die technischen Unterlagen müssen die Ergebnisse der Messungen und Berechnungen enthalten.	3.1 Im Rahmen der Konformitätsbewertung werden die energieverbrauchsrelevanten Eigenschaften der Haushaltswäschetrockner nach Ziffer 1 anhand der Vorgaben und Methoden nach den Anhängen II, III und VI der Verordnung (EU) 2023/2533 und den Anhängen II, IV und X der Delegierten Verordnung (EU) 2023/2534 gemessen und berechnet; die technischen Unterlagen müssen die Ergebnisse der Messungen und Berechnungen enthalten.		
3.2 Im Rahmen der Konformitätsüberprüfung testet die Kontrollstelle einen Haushaltswäschetrockner anhand der Vorgaben und Methoden nach Ziffer 3.1; die Messwerte müssen die Anforderungen nach Anhang IV Nummer 3 der Verordnung (EU) 2023/2533 sowie nach den Anhängen VI und IX Nummer 4 der Delegierten Verordnung (EU) 2023/2534 erfüllen.			

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
Anforderungen an die Energieeffizienz und an das Inverkehrbringen und Abgeben netzbetriebener Haushaltsdunstabzugshauben **3 Konformitätsbewertungsverfahren** 3.1 Im Rahmen der Konformitätsbewertung werden die energieverbrauchsrelevanten Eigenschaften der Haushaltsdunstabzugshauben nach Ziffer 1 anhand der Vorgaben und Methoden nach den Anhängen I Ziffern 1.3 und 2.3 und II Ziffer 3 der Verordnung (EU) Nr. 66/2014 gemessen und berechnet; die technischen Unterlagen müssen die Ergebnisse der Messungen und Berechnungen enthalten. 3.2 Im Rahmen der Konformitätsüberprüfung testet die Kontrollstelle eine Haushaltsdunstabzugshaube anhand der Vorgaben und Methoden nach Ziffer 3.1; die Messwerte müssen die Anforderungen nach Anhang III Ziffer 2 der Verordnung (EU) Nr. 66/2014 erfüllen.	***Anhang 1.7*** ***(Art. 4 Abs. 1, 5 Abs. 1, 6 Abs. 1, 7 Abs. 1 und 8 Abs. 1)*** **Anforderungen an die Energieeffizienz und an das Inverkehrbringen und Abgeben netzbetriebener Haushaltsdunstabzugshauben** ***Ziff. 3*** 3.1 Im Rahmen der Konformitätsbewertung werden die energieverbrauchsrelevanten Eigenschaften der Haushaltsdunstabzugshauben nach Ziffer 1 anhand der Vorgaben und Methoden nach den Anhängen I Ziffern 1.3 und 2.3 und II Ziffer 3 der Verordnung (EU) Nr. 66/2014 sowie Anhang II Ziffer 2 der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 65/2014 gemessen und berechnet; die technischen Unterlagen müssen die Ergebnisse der Messungen und Berechnungen enthalten. 3.2 Im Rahmen der Konformitätsüberprüfung testet die Kontrollstelle eine Haushaltsdunstabzugshaube anhand der Vorgaben und Methoden nach Ziffer 3.1; die Messwerte müssen die Anforderungen nach Anhang III Ziffer 2 der Verordnung (EU) Nr. 66/2014 und Anhang VIII Ziffer 2 der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 65/2014 erfüllen.		
Anforderungen an die Energieeffizienz und an das Inverkehrbringen und Abgeben von Smartphones, Mobiltelefonen, schnurlosen Telefonen und Slate-Tablets **1 Geltungsbereich** 1.1 Dieser Anhang gilt für Smartphones, Mobiltelefone, die keine Smartphones sind, schnurlose Telefone und Slate-Tablets nach Artikel 1 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2023/1670.	***Anhang 1.23*** ***(Art. 4 Abs. 1, 5 Abs. 1, 6 Abs. 1, 7 Abs. 1, 8 Abs. 1)*** **Anforderungen an die Energieeffizienz und an das Inverkehrbringen und Abgeben von Smartphones, Mobiltelefonen, schnurlosen Telefonen und Slate-Tablets** ***Ziff. 1.1 Fussnote*** 1.1 Dieser Anhang gilt für Smartphones, Mobiltelefone, die keine Smartphones sind, schnurlose Telefone und Slate-Tablets nach		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
1.2 Ausgenommen sind Smartphones, Mobiltelefone, die keine Smartphones sind, schnurlose Telefone und Slate-Tablets nach Artikel 1 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2023/1670. 1.3 Es gelten die Begriffsbestimmungen nach Artikel 2 und Anhang I der Verordnung (EU) 2023/1670.	Artikel 1 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2023/1670.		
Anforderungen an die Energieeffizienz und an das Inverkehrbringen und Abgeben netzbetriebener elektrischer und elektronischer Haushalts- und Bürogeräte im Aus-Zustand, im Bereitschaftszustand und im vernetzten Bereitschaftsbetrieb **1 Geltungsbereich** 1.1 Dieser Anhang gilt für netzbetriebene elektrische und elektronische Haushalts- und Bürogeräte im Aus-Zustand, im Bereitschaftszustand und im vernetzten Bereitschaftsbetrieb nach Artikel 1 und Anhang II der Verordnung (EU) 2023/826. 1.2 Es gelten die Begriffsbestimmungen nach Artikel 2 und Anhang I der Verordnung (EU) 2023/826.	***Anhang 2.1*** ***(Art. 4 Abs. 1, 5 Abs. 1, 6 Abs. 1, 7 Abs. 1 und 8 Abs. 1)*** **Anforderungen an die Energieeffizienz und an das Inverkehrbringen und Abgeben netzbetriebener elektrischer und elektronischer Haushalts- und Bürogeräte im Aus-Zustand, im Bereitschaftszustand und im vernetzten Bereitschaftsbetrieb** ***Ziff. 1.1 Fussnote*** 1.1 Dieser Anhang gilt für netzbetriebene elektrische und elektronische Haushalts- und Bürogeräte im Aus-Zustand, im Bereitschaftszustand und im vernetzten Bereitschaftsbetrieb nach Artikel 1 und Anhang II der Verordnung (EU) 2023/826.		
Anforderungen an die Energieeffizienz und an das Inverkehrbringen und Abgeben von Ventilatoren **1 Geltungsbereich** 1.1 Dieser Anhang gilt für Ventilatoren mit einer Eingangsleistung der Antriebmotoren zwischen 0,125 und 500 kW.	***Anhang 2.6*** ***(Art. 4 Abs. 1, 5 Abs. 1, 6 Abs. 1, 7 Abs. 1 und 8 Abs. 1)*** **Anforderungen an die Energieeffizienz und an das Inverkehrbringen und Abgeben von Ventilatoren** ***Ziff. 1.1 Fussnote*** 1.1 Dieser Anhang gilt für Ventilatoren nach Artikel 1 der Verordnung (EU) 2024/1834.		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
1.2 Ausgenommen sind die Ventilatoren nach Artikel 1 Ziffern 2 und 3 der Verordnung (EU) Nr. 327/2011. 1.3 Es gelten die Begriffsbestimmungen nach Artikel 2 der Verordnung (EU) Nr. 327/2011.			

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
4.1.1 Die Jahreskosten setzen sich zusammen aus: a. den Kapitalkosten, die sich aufgrund der Investitionen ergeben und die für die Anlagenteile mit der standardisierten Nutzungsdauer gemäss Anhang 2.2 Ziffer 4 und einem durchschnittlichen Kapitalkostensatz gemäss Anhang 3 annuitätisch berechnet werden; b. den Betriebskosten, die wie folgt berücksichtigt werden: 1. für Neuanlagen und erhebliche Erweiterungen: bis zu einem Betrag von höchstens 2 Prozent der anrechenbaren Investitionen einschliesslich der Kosten für die Unternehmensführung, die Kraftwerksbewirtschaftung, die Energiebewirtschaftung und die Energieverwertung auf Stufe der Betreibergesellschaft, 2. für erhebliche Erneuerungen von steuerbaren Anlagen mit einer Leistung von mehr als 3 MW: die durchschnittlichen Betriebskosten vor der Erneuerung; sie werden im Verhältnis des Mehrerlöses zum Gesamterlös nach der Erneuerung berücksichtigt, wobei der Mehrerlös der Differenz entspricht zwischen dem Erlös, der mit der erneuerten Anlage erzielt werden kann, und dem Erlös der mit der Anlage, wie sie vor der Erneuerung bestand, hätte erzielt werden können, 3. für erhebliche Erneuerungen von allen nicht steuerbaren Anlagen und von steuerbaren Anlagen mit einer Leistung von bis zu 3 MW: die Betriebskosten vor der Erneuerung; sie werden im Verhältnis der Mehrproduktion zur Nettoproduktion nach der Erneuerung berücksichtigt;	***Anhang 6.1 der Energieförderungsverordnung vom 1. November 2017 wird wie folgt geändert:*** ***Ziff. 4.1.1 Bst. a sowie d Ziff. 3 und 4*** 4.1.1 Die Jahreskosten setzen sich zusammen aus: a. den Kapitalkosten, die sich aufgrund der nach Artikel 61 Absätze 1–3 und Artikel 62 Absatz 1 Buchstaben b und c zu bestimmenden anrechenbaren Investitionskosten ergeben und die für die Anlagenteile mit der standardisierten Nutzungsdauer gemäss Anhang 2.2 Ziffer 4 und einem durchschnittlichen Kapitalkostensatz gemäss Anhang 3 annuitätisch berechnet werden;		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
c. den Energiebewirtschaftungs- und Verwaltungskosten bei den folgenden Anlagen mit einer Leistung von mehr als 3 MW: 1. bei Laufwasserkraftwerken: bis zu 0,25 Rp./kWh, 2. bei Speicher- und Pumpspeicherkraftwerken: bis zu 0,4 Rp./kWh; d. den geschuldeten Abgaben und Leistungen an das Gemeinwesen in folgendem Umfang: 1. für erhebliche Erneuerungen von steuerbaren Anlagen mit einer Leistung von mehr als 3 MW: die Abgaben und Leistungen an das Gemeinwesen vor der Erneuerung im Verhältnis des Mehrerlöses zum Gesamterlös nach der Erneuerung; der Mehrerlös entspricht der Differenz zwischen dem Erlös, der mit der erneuerten Anlage erzielt werden kann, und dem Erlös, der mit der Anlage vor der Erneuerung hätte erzielt werden können, 2. für erhebliche Erneuerungen von allen nicht steuerbaren Anlagen und von Anlagen mit einer Leistung von 3 MW oder weniger: die Abgaben und Leistungen an das Gemeinwesen vor der Erneuerung im Verhältnis der Mehrproduktion zur Nettoproduktion nach der Erneuerung; e. die kalkulatorischen Gewinnsteuern; f. den Kosten für die Elektrizität für Zubringer- und Umwälzpumpen.	d. den geschuldeten Abgaben und Leistungen an das Gemeinwesen in folgendem Umfang: 3. für Neuanlagen: die gemäss Konzession geschuldeten Abgaben und Leistungen, 4. für erhebliche Erweiterungen: die durch die Erweiterung bedingten zusätzlichen Abgaben und Leistungen;		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
	Art. 54a Ausnahmen von der Konditionierungspflicht Nicht konditioniert werden müssen radioaktive Abfälle, bei denen absehbar ist, dass sie: nach den Artikeln 111–116 StSV an die Umwelt abgegeben werden können; einer Abklinglagerung nach Artikel 117 StSV zugeführt werden können; die Voraussetzungen für eine Befreiung nach Artikel 106 StSV erfüllen.		
Art. 55 Zuständigkeit 1 Das Bundesamt ist zuständig für die Erteilung: a. von Bewilligungen für den Umgang mit radioaktiven Abfällen; b. der Zustimmung zur Vereinbarung über die Rücknahme von radioaktiven Abfällen nach Artikel 34 Absatz 3 Buchstabe d und Absatz 4 KEG. 2 Die besondere Zuständigkeit von Artikel 11 Absatz 2 Buchstabe f StSV bleibt vorbehalten. 3 Das Departement ist zuständig für den Abschluss der völkerrechtlichen Vereinbarung nach Artikel 34 Absatz 3 Buchstabe a KEG bei der Ausfuhr von schwach- und mittelaktiven Abfällen zur Konditionierung.	***Art. 55 Abs. 2*** ***Aufgehoben***		
	Art. 55a Ausnahmen von der Bewilligungspflicht Von der Bewilligungspflicht nach Artikel 34 Absatz 1 KEG ausgenommen ist der Umgang mit radioaktiven Abfällen, die: a. nach Artikel 111– 116 StSV an die Umwelt abgegeben werden; oder b. der Abklinglagerung nach Artikel 117 StSV zugeführt werden.		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
Art. 11 Bewilligungsbehörden	***Die Strahlenschutzverordnung vom 26. April 2017 wird wie folgt geändert:***		
1 Das Bundesamt für Gesundheit (BAG) ist, unter dem Vorbehalt von Absatz 2, Bewilligungsbehörde für alle bewilligungspflichtigen Tätigkeiten und Strahlungsquellen nach dieser Verordnung.	***Art. 11 Abs. 2 Bst. e***		
2 Das Eidgenössische Nuklearsicherheitsinspektorat (ENSI) ist Bewilligungsbehörde für:	2 Das Eidgenössische Nuklearsicherheitsinspektorat (ENSI) ist Bewilligungsbehörde für:		
a. Tätigkeiten in Kernanlagen, die nicht der Bewilligungspflicht oder einer Stilllegungsverfügung nach KEG unterstehen;			
b. Versuche mit radioaktiven Stoffen im Rahmen von erdwissenschaftlichen Untersuchungen nach Artikel 35 KEG;			
c. die Ein- und die Ausfuhr radioaktiver Stoffe für oder aus Kernanlagen;			
d. den Transport radioaktiver Stoffe von und zu Kernanlagen;			
e. die Abgabe von radioaktiven Abfällen aus Kernanlagen an die Umwelt;	e. die Abgabe von radioaktiven Abfällen aus Kernanlagen an die Umwelt sowie alle damit im Zusammenhang stehenden Transporte;		
f. die Abklinglagerung radioaktiver Abfälle aus Kernanlagen sowie alle damit im Zusammenhang stehenden Tätigkeiten.			

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
Art. 4 Grundversorgungstarife 1 Die Verteilnetzbetreiber müssen die Grundversorgungstarife pro Kalenderjahr (Tarifjahr) festlegen. 2 Das Entgelt für die in der Grundversorgung gelieferte Elektrizität (Art. 6 Abs. 5bis Bst. d StromVG) darf die anrechenbaren Energiekosten nicht übersteigen. 3 Für die Berechnung der anrechenbaren Energiekosten gelten die folgenden Grundsätze: e. Im Rahmen der Vergütung nach Artikel 15 Absatz 1 EnG sind die folgenden Kosten anrechenbar: 1. mit Abnahme des Herkunftsnachweises: maximal die Gestehungskosten nach Artikel 4 Absatz 3 in der am 1. Juli 2024 geltenden Fassung abzüglich allfälliger Fördermittel nach Artikel 4a in der am 1. Juli 2024 geltenden Fassung; 2. ohne Abnahme des Herkunftsnachweises: maximal der schweizweit harmonisierte Preis nach Artikel 15 Absatz 1 EnG zum Zeitpunkt der Einspeisung oder die Minimalvergütung.	***Art. 4 Abs. 3 Bst. e Ziff. 1*** 3 Für die Berechnung der anrechenbaren Energiekosten gelten die folgenden Grundsätze: e. Im Rahmen der Vergütung nach Artikel 15 Absatz 1 EnG sind die folgenden Kosten anrechenbar: 1. mit Abnahme des Herkunftsnachweises: maximal die Gestehungskosten nach Artikel 4 Absatz 3 in der am 1. Juli 2024 geltenden Fassung abzüglich allfälliger Fördermittel nach Artikel 4a in der am 1. Juli 2024 geltenden Fassung, oder, falls der der schweizweit harmonisierte Preis nach Artikel 15 Absatz 1 EnG über den Gestehungskosten liegt, maximal dieser Preis zum Zeitpunkt der Einspeisung;		Der VSE begrüsst diese Anpassung. Sie bedeutet, dass auch bei der Abnahme der HKN der Referenz-Marktpreis in der Grundversorgung anrechenbar ist, wenn dieser Referenz-Marktpreis über den Gestehungskosten liegt. Dies bedeutet zwar, dass der HKN dann zu null abgenommen werden muss. Durch die hohen Strompreise in dieser Phase erhalten die Erzeuger trotz tiefen HKN-Preisen aber ein faires Entgelt.
	Art. 8adecies Abs. 7 7 Die Netzbetreiber müssen ab dem 1. Januar 2028 bei allen Erzeugungsanlagen, die unter Artikel 15 Absatz 1bis EnG fallen, ein intelligentes Messsystem einsetzen.	Art. 8a^{decies} 7 Die Netzbetreiber müssen ab dem 1. Januar 2028 bei allen Erzeugungsanlagen, die unter Artikel 15 Absatz 1bis EnG fallen, am Netzanschlusspunkt ein intelligentes Messsystem einsetzen.	Mit der Präzisierung werden Missverständnisse vermieden: Die Installation eines Zählers für PV-Anlagen unter 30 kVA Leistung ist keine Pflicht, vielmehr werden kleine Anlagen als «Eigenverbrauchs»- Anschlüsse behandelt: Hier wird nur ein Zähler am Netzanschlusspunkt eingesetzt, der in beide Energieflussrichtungen misst. Es wird auch nur für die Energiemenge, die ins Stromnetz zurückfliesst, eine Vergütung gem. Art. 15 Abs. 1bis EnG bezahlt. Der Anteil der Stromproduktion,

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
			der hinter dem Netzanschlusspunkt als «Eigenverbrauch» konsumiert wird, wird nicht vergütet.

Verordnung des UVEK über den Herkunftsnachweis für Brenn- und Treibstoffe

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
Art. 6 Pflicht zur Erfassung und zur Meldung von Produktions-, Import- und Exportdaten 1 Produzenten von Brenn- oder Treibstoffen oder von ihnen beauftragte Dritte müssen die Angaben nach Artikel 1 Absatz 1 Buchstaben b und e (Produktionsdaten) erfassen: a. monatlich bis zum 6. des Folgemonats: 1. Brennstoffe, die nicht am Ort der Produktion zur Wärmeerzeugung verwendet werden, 2. Treibstoffe, die nicht am Ort der Produktion zur Stromerzeugung verwendet werden; b. jährlich bis Ende Februar des Folgejahrs: 1. Brennstoffe, die am Ort der Produktion zur Wärmeerzeugung verwendet werden, 2. Treibstoffe, die am Ort der Produktion zur Stromerzeugung verwendet werden. 2 Wird in der Schweiz produziertes Gas ins Netz eingespeist, so muss die Menge am Einspeisepunkt erfasst werden. 3 Das Bundesamt für Zoll und Grenzsicherheit meldet der Vollzugsstelle monatlich bis Ende des Folgemonats die Import- und Exportdaten. 4 Importeure von massenbilanzierten Brenn- oder Treibstoffen nach Artikel 30 der Richtlinie (EU) 2018/2001 müssen die Begleitdokumentation des Massenbilanzsystems erfassen.	***Art. 6 Abs. 2bis*** 2bis Die erfassten Produktionsdaten müssen einmal jährlich von einer für diesen Fachbereich akkreditierten Konformitätsbewertungsstelle beglaubigt werden. Von dieser Pflicht ausgenommen sind die Produzenten von Brenn- und Treibstoffen, die: a. die gesamte Menge der produzierten Brennstoffe selber verbrauchen und die für diese Menge ausgestellten Herkunftsnachweise nicht als Nachweis für die Nutzung von Brennstoffen einsetzen; oder b. die gesamte Menge der produzierten Brenn- und Treibstoffe in einen anderen Energieträger umwandeln.		

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
Art. 8	***Art. 8 Abs. 1 Bst. c und 4***		
1 Um in der Datenbank nach Artikel 9 erfasst zu werden, muss ein ausländischer Herkunftsnachweis für erneuerbare Gase oder ein anderes ausländisches Zertifikat für erneuerbare Gase folgende Bedingungen erfüllen: a. Das erneuerbare Gas wird nach dem Stand der Technik aus biogenen Abfällen oder Produktionsrückständen hergestellt. b. Für das erneuerbare Gas, das aus anderen erneuerbaren Energieträgern als Biomasse hergestellt wird, muss vorliegen: 1. ein gültiges Zertifikat, das durch ein anerkanntes System nach Artikel 30 Absatz 4 der Richtlinie (EU) 2018/2001 ausgestellt worden ist; 2. eine Begleitdokumentation, aus der hervorgeht, dass es sich um einen erneuerbaren Kraftstoff nicht biogenen Ursprungs nach Artikel 2 Nummer 36 der Richtlinie (EU) 2018/2001 handelt. c. Das ausländische Zertifikat für erneuerbare Gase wurde von einem nationalen Register ausgegeben oder über das «European Renewable Gas Registry» gehandelt oder beruht auf dem europäischen Energiezertifikatsstandard der «Association of Issuing Bodies». d. Das erneuerbare Gas wurde in das europäische Gasnetz eingespeist. 2 Das BFE veröffentlicht Richtlinien zu den Belegen, nach denen das erneuerbare Gas nach dem Stand der Technik aus biogenen Abfällen oder Produktionsrückständen hergestellt wurde. 3 Wird ein ausländisches Zertifikat für erneuerbare Gase in der Datenbank nach Artikel 9 erfasst, so ist es im ursprünglichen Register zu löschen.	1 Um in der Datenbank nach Artikel 9 erfasst zu werden, muss ein ausländischer Herkunftsnachweis für erneuerbare Gase oder ein anderes ausländisches Zertifikat für erneuerbare Gase folgende Bedingungen erfüllen: c. Das ausländische Zertifikat für erneuerbare Gase wurde von einem nationalen Register ausgegeben oder über das «European Renewable Gas Registry»20 gehandelt beziehungsweise der ausländische Herkunftsnachweis für erneuerbare Gase beruht auf dem europäischen Energiezertifikatsstandard21 der «Association of Issuing Bodies»22.	~~d. Das erneuerbare Gas wurde in das europäische Gasnetz eingespeist.~~	Begründung siehe unter EnV Art. 4c Abs 1a[bis]

Geltender Verordnungstext	Vernehmlassungsentwurf vom 16. September 2025	Antrag VSE	Bemerkung VSE
4 Wird ein ausländisches Zertifikat für erneuerbare Gase aus einem Land, das über kein Register verfügt, in der Datenbank nach Artikel 9 erfasst, so muss der Importeur nachweisen, dass die kommerzielle Doppelzählung ausgeschlossen ist.	4 Wird ein ausländisches Zertifikat für erneuerbare Gase aus einem Land, das über kein Register verfügt, in der Datenbank nach Artikel 9 erfasst, so muss der Importeur des ausländischen Zertifikats nachweisen, dass die kommerzielle Doppelzählung ausgeschlossen ist.		